

Non à l'augmentation des frais d'inscription des étudiant·e·s étranger·e·s hors UE: mêmes études, mêmes droits !

Alors que le Gouvernement a annoncé le 19 novembre dernier vouloir augmenter les frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s hors Union Européenne, nous, syndicats et associations d'étudiant·e·s étranger·e·s restons fermement mobilisé·e·s contre cette mesure.

Depuis plus de deux mois, nous sommes mobilisé.e.s contre cette mesure. En effet, le Gouvernement a annoncé vouloir augmenter les frais d'inscription de 170€ à 2770€ en licence et de 243€ à 3770€ en master et doctorat. Loin d'améliorer « l'attractivité » comme le prétend le Gouvernement, cette mesure précarise encore un peu plus des étudiant·e·s qui connaissent de grosses difficultés à la fois sociales, pédagogiques et administratives. Cette mesure montre que le Gouvernement ne cherche en réalité qu'un seul type d'étudiant·e·s: ceux et celles issu·e·s de familles aisées ayant les moyens de payer ! Ainsi, il faudrait mériter d'étudier en France et ce mérite résiderait dans la capacité de payer des frais exorbitants ! De plus, quelle que soit notre nationalité, nous étudions dans les mêmes filières, les mêmes amphis, consommons les mêmes choses. La nationalité ne doit pas devenir un critère de discrimination.

Alors que **plusieurs dizaines d'universités se sont opposées à cette mesure et que certaines ont déjà annoncé qu'elles refusaient de l'appliquer**, le Gouvernement refuse d'écouter la communauté universitaire et de revenir sur cette mesure qu'il a mise en place de manière unilatérale !

Face à la mobilisation et à la contestation de la communauté universitaire, le Gouvernement affirme aujourd'hui que les universités pourront choisir les étudiant·e·s qui paieront ou non ces frais différenciés. Ce n'est pas sur les universités que doit reposer cette responsabilité ; Cette réponse ne fera en effet qu'augmenter les inégalités entre les universités qui n'ont pas toutes les mêmes moyens et donc les mêmes capacités d'exonération des étudiant·e·s étranger·e·s. Nous revendiquons l'abandon total de cette mesure !

Nous appelons tou·te·s les **étudiant·e·s à se mobiliser le 24 janvier partout en France pour s'opposer à cette mesure** et nous restons déterminé·e·s et fermement opposé·e·s à l'application de cette mesure qui est particulièrement injuste et discriminante.

Signataires : UNEF, Réseau FLAP, JBF, ADEEF, ADEM, Colcrea-Association, FEGAF, FESSEF, ASEPEF, UEAF, UESNF, Etudiant 221

Contact :
Elisabeth ABANDA AYISSI
Attachée de presse de l'UNEF
06.03.55.45.28
presse@unef.fr / eabanda@unef.fr